



Les épisodes de canicule, associés à des sécheresses plus fréquentes et plus longues (ici, la Drôme en 2017), exercent une pression croissante sur les captages, les cours d'eau et les nappes phréatiques, tout en dégradant la qualité de la ressource destinée à la production d'eau potable.

ARTICLE INTERACTIF



Quand les canicules fragilisent la continuité du service d'eau potable

Éloïse Renou

Abstract

As heatwaves become more frequent and droughts intensify, ensuring a continuous supply of drinking water is becoming a major challenge for local authorities and operators. Faced with resource constraints, the need to adapt infrastructure, and rising investment costs, these stakeholders are now compelled to rethink their strategies to guarantee service continuity.

Alors que les vagues de chaleur se multiplient et que les épisodes de sécheresse s'intensifient, garantir un approvisionnement continu en eau potable devient un défi majeur pour les collectivités et les exploitants. Entre tensions sur la ressource, adaptation des installations et hausses des investissements, ces acteurs sont désormais contraints de repenser leur stratégie pour garantir la continuité du service.

Chaque Français consomme en moyenne 148 litres d'eau potable par jour, selon VigieEau (<http://vigieau.gouv.fr>). Si cette consommation reste inférieure à celles observées dans plusieurs pays, comme les États-Unis, le Japon ou encore le Canada, elle représente néanmoins une pression importante sur une ressource de plus en plus vulnérable. Accessible sur l'ensemble du territoire, l'eau n'est pourtant plus considérée comme inépuisable. Les épisodes de canicule, associés à des sécheresses plus fréquentes et plus longues, exercent une pression

croissante sur les captages, les cours d'eau et les nappes phréatiques, tout en dégradant la qualité de la ressource destinée à la production d'eau potable. Pour les exploitants, les conséquences sont multiples : traitements plus complexes, coûts d'exploitation en hausse, nécessité de sécuriser leurs installations afin de maintenir une qualité conforme aux exigences sanitaires, etc. Dans ce contexte, l'anticipation n'est plus une option mais une nécessité. Or cela suppose des investissements considérables. C'est dans cette perspective que l'État et la Banque des territoires ont décidé

de renforcer leur soutien financier en portant l'enveloppe des AquaPrêts de 4 à 6 milliards d'euros d'ici à 2028, dans le cadre du Plan eau.

Financé grâce aux livrets A des Français, ce dispositif accompagne les collectivités dans leurs projets visant à sécuriser l'accès à l'eau, qu'il s'agisse de protéger les aires d'alimentation de captage, de construire ou réhabiliter des usines de production, de moderniser les réseaux d'eau potable et d'assainissement, ou encore de restaurer les milieux aquatiques. Il soutient aussi des opérations de sécurisation des usages et des infrastructures, de prévention des inondations – notamment par la désimperméabilisation des sols ou le ralentissement de l'écoulement des eaux –, ainsi que des projets favorisant l'adaptation des territoires au dérèglement climatique¹.

DE NOMBREUX CHANGEMENTS JURIDIQUES

Face à la multiplication des épisodes caniculaires, la réglementation a, elle aussi, profondément évolué. Et c'est ce que soulève Vincent Faure, chargé de formations et d'études à l'Office international de l'eau (OiEau) : « La succession des événements a fait évoluer les mentalités, qui ont fait évoluer la gouvernance, qui a fait évoluer la réglementation ». La canicule de 2022 constitue l'un des derniers tournants marquants. Durant cet été, la France a connu 14 jours consécutifs de fortes chaleurs, principalement dans le sud-est du pays. Il s'agissait alors de la 45^e vague de chaleur recensée en France depuis 1947². Depuis le début des années 2000, leur fréquence s'est nettement accélérée. La vague de chaleur enregistrée le 4 juillet 2026 est déjà la 53^e³. Une succession d'événements qui confirme les alertes répétées du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) et les climatologues.

Cette évolution du contexte climatique s'est traduite par plusieurs avancées législatives. Par exemple, l'article L.1321-1 A du Code de la santé publique⁴,



Avec le changement climatique, l'enjeu n'est plus seulement de gérer les conséquences d'une crise, mais d'anticiper les vulnérabilités plusieurs années à l'avance (ici, des bassins de réalimentation Aquarenova à Hyères).

disposant que « toute personne bénéficie d'un accès au moins quotidien à son domicile, dans son lieu de vie ou, à défaut, à proximité de ces derniers, à une quantité d'eau destinée à la consommation humaine suffisante pour répondre à ses besoins », a vu le jour par le biais de l'ordonnance destinée à fixer de nouvelles règles pour protéger les Français d'éventuels risques de contamination des eaux potables transposant la directive européenne dite « directive eau potable »⁵. Au-delà de la réaffirmation du droit à l'eau, cette réforme modernise la surveillance sanitaire de la ressource. Elle prévoit notamment l'intégration de nouveaux paramètres de contrôle, parmi lesquels certaines substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), dont l'acide trifluoroacétique (



Une révolution arrive à votre robinet.

Parce que l'eau potable se doit d'être irréprochable, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France investit 1 milliard d'euros pour équiper ses trois usines d'une technologie de filtration haute performance nouvelle génération. **Pour une eau toujours plus sûre et plus pure, sans calcaire et sans chlore.**

l'eau
D'ÎLE-DE-FRANCE
Source de confiance

 **LA MARQUE DU
SEDIF**
SERVICE PUBLIC DE L'EAU

[SEDIF.COM/REVOLUTION](https://www.sedif.com/revolution)



@SyndicatEauxIDF



© Saur

Petit à petit, on bascule d'une non-connaissance de ce que l'on paye vraiment au mètre cube à une prise de conscience (ici, une infrastructure du Syndicat intercommunal de la région d'Yvelines pour l'adduction de l'eau [Siryae]).

est un bien commun et même « un patrimoine commun dans la loi française ». L'article L. 210-1 du Code de l'environnement⁸ va dans le même sens en disposant que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation ». Ce texte précise aussi que « l'usage de l'eau appartient à tous et [que] chaque personne physique a le droit d'accéder à l'eau potable, selon les modalités et pour les usages essentiels [boire, cuisiner, assurer son hygiène ou celle de son logement] mentionnés à l'article L. 1321-1 A du Code de la santé publique⁹, dans des conditions économiquement acceptables par tous. Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs ».

Dans son rapport consacré au droit à l'eau, la mission chargée d'évaluer la loi de 2006 rappelle d'ailleurs que, dans les pays développés, la question ne porte plus tant sur l'existence du service que sur son coût. À l'échelle mondiale, en revanche, les inégalités demeurent considérables. Selon une note d'orientation de l'Organisation de Nations unies (ONU) sur la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement du 10 avril 2026, « 2,1 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une eau potable gérée de

manière sûre et 3,4 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires gérées de manière sûre »¹⁰.

En France, si l'accès à l'eau potable reste largement garanti, plusieurs événements récents rappellent que la continuité du service n'est plus acquise en toutes circonstances. Les incendies qui ont touché la Gironde ou encore Pontevès, dans le Var, où les habitants

ont dû être évacués et approvisionnés en bouteilles d'eau après le passage des flammes, illustrent la vulnérabilité croissante des réseaux face aux événements climatiques extrêmes¹¹.

À ces coupures s'ajoute une autre difficulté : lors de certains incendies, l'eau potable est également mobilisée pour alimenter les dispositifs de lutte contre le feu. Cette réalité soulève une question rarement évoquée : qui finance cette eau utilisée pour les secours ? Dans la plupart des cas, son coût est répercuté sur la facture des usagers. Or l'eau distribuée au robinet n'est pas

DE LA SECTORISATION
À L'IDENTIFICATION DES POLLUTIONS

NODE LM +LNR 12P

Le combiné unique
pour comprendre votre
réseau d'assainissement

Une solution autonome
& prête à l'emploi

Évaluation continue
de la charge
polluante déversée

Communication native
vers vos outils
de supervision

Faible maintenance



iJiNUS
GROUPE CLAIRE

+33 (0)2 98 09 03 30
info@ijinus.fr

Suivez-nous sur





© Sénéo

Pour Sénéo, la question n'est plus de savoir si le prix de l'eau peut baisser. Elle est de réfléchir à une tarification davantage fondée sur les usages que sur les seuls volumes consommés.

qu'à condition d'être accompagnée d'un important travail de pédagogie auprès de l'utilisateur.

Karl Glucina, expert national Production Eau potable au sein de la direction technique de Suez, résume le dilemme auquel est confronté le secteur. « Les besoins d'investissement augmentent fortement pour maintenir la qualité du service, renforcer la sécurité sanitaire, traiter de nouveaux polluants et adapter les infrastructures au changement climatique, tandis que les volumes consommés diminuent sous l'effet des politiques de sobriété. Or les coûts du service de l'eau sont majoritairement fixes », explique-t-il. Un constat partagé par Simon Édouard, directeur commercial de Nomado : « Aujourd'hui, ce sont les consommations qui financent les infrastructures de traitement des eaux. Or on dit qu'il faut moins consommer. Mais si l'on demande aux usagers de consommer moins tout en investissant davantage, le gâteau se rétrécit et, s'il rétrécit alors qu'on a besoin de faire plus d'investissements, qui paiera la différence ? »

UNE OBLIGATION DE SENSIBILISATION DES USAGERS

Cette réalité économique demeure encore mal comprise par les consommateurs. Beaucoup ignorent que leur facture finance non seulement l'eau qu'ils consomment, mais aussi l'entretien des

réseaux, les investissements, la surveillance sanitaire, ou encore le renouvellement des infrastructures. Plusieurs agences de l'eau et syndicats, comme Sénéo, multiplient ainsi les actions de pédagogie pour expliquer la composition du prix de l'eau. Pour Florent Casy, directeur général de Sénéo, cette réflexion devra aller plus loin encore. « La question n'est plus de savoir si le prix de l'eau peut baisser. Elle est de réfléchir à une tarification davantage fondée sur les usages que sur les seuls volumes consommés. Lorsque l'eau crée

de la valeur économique, on peut légitimement s'interroger sur un tarif différent », relève le dirigeant.

Ainsi, la métropole de Metz a publié un document s'intitulant « Comprendre ma facture d'eau », dans lequel elle rappelle que le montant payé par les usagers couvre « l'ensemble des services rendus pour bénéficier d'une eau potable, à domicile, toute l'année et sans interruption ». Une démarche que partage Élise Le Vaillant, de Saur



TOM

ECO FITTOM

***La gamme de tuyaux et raccords
PVC-BO la plus complète
et la plus écologique au monde***



GlobalEPD
A VERIFIED ENVIRONMENTAL DECLARATION

ACS

100%
recyclable



Découvrez nos produits
adaptés à vos besoins



MOLECOR

Smart water

d'encourager les économies d'eau. C'est notamment le cas de Muret, en Haute-Garonne, où les 25 premiers mètres cubes consommés chaque année sont gratuits avant une augmentation progressive du tarif en fonction de la consommation. Rennes Métropole a, de son côté, expérimenté, dès 2015, une tarification sociale, rendue possible par la loi Brottes puis généralisée en 2019, afin de garantir l'accès à l'eau des ménages les plus modestes grâce à une aide portant sur les premiers mètres cubes consommés¹⁴. Ce qui fait que les usagers ont l'air davantage investis et pensent à réaliser des économies d'eau comme récupérer l'eau froide pendant la douche pour l'arrosage des plantes¹⁵. Ces dispositifs semblent favoriser une plus grande sensibilisation des usagers, qui adoptent plus volontiers des gestes d'économie d'eau au quotidien. Pour autant, leur efficacité fait encore débat. Selon un article de Reporterre du 15 mars 2024, reprenant les chiffres de l'Office français de la biodiversité (OFB), « seuls 8 % des services publics d'eau ont développé de telles pratiques ». Le Cese estime d'ailleurs que son impact reste limité, car même en cas de hausse du prix de l'eau, les usagers peuvent difficilement réduire leur consommation, l'eau étant indispensable aux usages quotidiens. Dès lors, la question dépasse largement celle du seul prix du mètre cube. Elle renvoie plus largement aux conflits d'usage qui s'intensifient à mesure que la ressource se raréfie.

Dans un contexte où les coûts de dépollution et de traitement ne cessent d'augmenter, le principe du « pollueur-payeur » est de plus en plus remis en question. Certains acteurs estiment même qu'il est aujourd'hui inversé. « Le principe pollueur-payeur reste très imparfaitement appliqué. Une part importante du coût des traitements rendus nécessaires par les pesticides est finalement supportée par les usagers à travers leur facture d'eau », déplore Nicolas Meudal, fondateur de 1h2o3. Ce débat sur la répartition des coûts pose

finalement une question plus large : les réponses aux tensions sur la ressource ne gagneraient-elles pas à être pensées à une échelle davantage locale ?

PRIVILÉGIER DES SOLUTIONS LOCALES

Face à des tensions croissantes sur la ressource, de nombreux acteurs plaident pour une gestion davantage territorialisée de l'eau. Pourtant, malgré la décentralisation engagée en 1982, celle-ci peine encore à produire pleinement ses effets. Les décisions restent souvent trop centralisées alors que les enjeux liés à l'eau diffèrent fortement d'un territoire à l'autre. « La ressource en eau, contrairement à l'électricité, ne peut pas se transporter facilement. Donc, on n'a pas d'autre choix que de réfléchir localement », souligne Élise Le Vaillant, de Saur. Une analyse largement partag



COMMENT UTILISER LA FONTAINE À EAU ET DE BRUMISATION - CITY'O TWIN



REMP LISSEZ VOTRE GOURDE

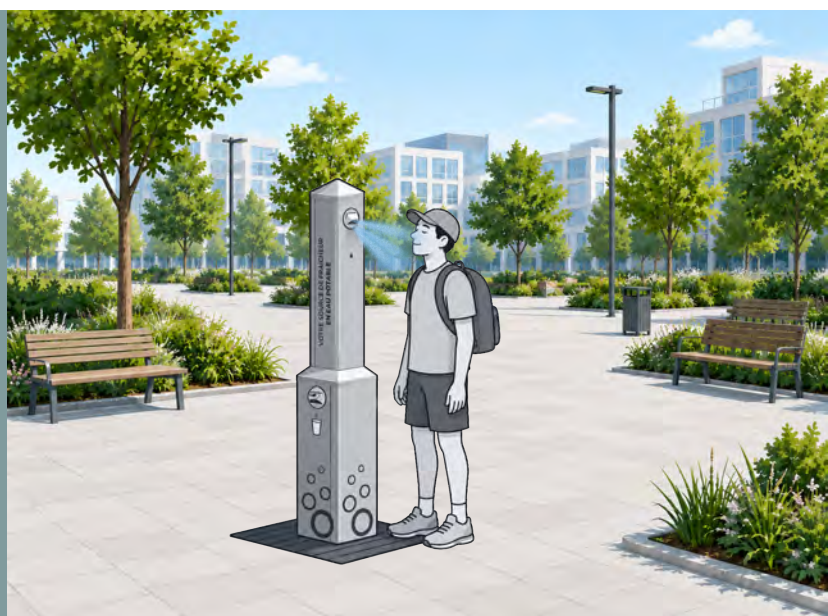
Placez votre main devant le capteur situé sur la partie basse de la fontaine.

L'eau coule automatiquement pour remplir votre gourde ou votre bouteille.

UTILISEZ LA BRUMISATION

Positionnez-vous sous la buse située sur la partie haute de la fontaine et passez la main au niveau du capteur.

La brumisation se déclenche pendant une temporisation, pour vous rafraîchir.



DES GESTES SIMPLES POUR RESTER HYDRATÉ ET SE RAFRAÎCHIR FACILEMENT.



Beauval STI
Solutions Techniques Innovantes

☎ 03 22 60 32 82

✉ contact@beauval-sti.fr

🌐 <https://www.beauval-sti.fr/>



essentiel à bien comprendre car les réalités des territoires sont différentes. »

Les exemples régionaux illustrent parfaitement cette diversité des situations. En Bretagne, par exemple, Nicolas Meudal, de 1h2o3, estime que le recyclage de l'eau devrait être davantage développé : « En Bretagne, les réserves souterraines sont limitées et de nombreuses stations situées sur le littoral rejettent leurs eaux traitées en mer. Les réutiliser est donc du bon sens : filtration, désinfection UV ou procédés membranaires permettent d'adapter la qualité à l'usage, sans sur-traiter l'eau ». Cette particularité géologique rend le territoire particulièrement dépendant des eaux de surface. Comme le rappelle la Région Bretagne²⁰, le sous-sol est constitué majoritairement de roches dures qui limitent l'infiltration de l'eau. Les nappes, peu profondes et de faible capacité, se remplissent rapidement lors des épisodes pluvieux mais offrent peu de réserves en période sèche. Près des trois-quarts de l'eau potable proviennent ainsi des rivières et des barrages, des ressources particulièrement exposées aux pollutions, au réchauffement climatique et aux modifications des débits.

Pour plusieurs acteurs, cette adaptation des territoires se heurte toutefois à un autre obstacle : la complexité administrative. « En France, la complexité administrative retarde et renchérit des projets dont les solutions techniques sont pourtant maîtrisées », confie, exaspéré, le fondateur de 1h2o3. Au-delà des

questions réglementaires, l'anticipation reste sans doute le principal levier d'actions. Le Centre européen de prévention du risque d'inondation (Cepri) rappelle ainsi, dans son guide pratique²¹, que la prévention repose d'abord sur une connaissance fine du territoire, des aléas, des infrastructures exposées et de leur vulnérabilité. Si cette recommandation vise les inondations, elle s'applique tout autant aux épisodes de sécheresse et de canicule. Mieux connaître les spécificités locales apparaît aujourd'hui comme l'une des conditions essentielles pour adapter durablement la gestion de l'eau aux effets du changement climatique.

VERS UNE LOGIQUE D'ANTICIPATION ?

En France, la culture du risque demeure moins développée que dans plusieurs pays européens. Longtemps, les investissements ont principalement été réalisés en réponse à une crise plutôt que pour prévenir ses conséquences. Collectivités, exploitants et industriels sont encore nombreux à privilégier une logique de réaction, alors même que les effets du changement climatique imposent désormais d'anticiper. « Pendant longtemps, la gestion de l'eau a reposé sur une logique de réaction à des crises ponctuelles. Le changement climatique nous oblige à changer de paradigme : l'enjeu n'est plus seulement de gérer les conséquences d'une crise, mais d'anticiper les vulnérabilités plusieurs années à l'avance », résume Jean-Pierre Hangouet, directeur technique



© Ekopak

Pour Ekopak, le choix des technologies de traitement, la gestion des concentrats, ou encore les spécificités des exutoires constituent ainsi autant de paramètres à intégrer dès la conception des projets (ici, une installation chez le producteur belge d'eau minérale et de boissons gazeuses Topbronnen).

préfabriquées afin de répondre rapidement à des situations de tension.

La filière professionnelle de traitement avancé BlueBarrier Pro, conçue par Acqua.ecologie, est destinée aux bâtiments sensibles, aux hôtels, aux campings, aux collectivités, aux industries, aux sites isolés, aux situations de secours, etc. À partir de la ressource réellement disponible – elle peut provenir d'un réseau, d'un forage, elle peut être de l'eau de pluie, de l'eau de surface, de l'eau saumâtre, de l'eau stockée ou de l'eau de process –, cette solution combine, selon les besoins, préfiltration, adsorption, membranes, désinfection, osmose inverse, reminéralisation et/ou stockage sécurisé. L'objectif est de construire une barrière technique adaptée au risque identifié (sécurisation) et à l'usage final (maîtrise de la qualité d'eau). Aquassay propose, à travers ses programmes de transition hydrique, une démarche systémique d'évaluation des usages, de suivi et élaboration de plan d'action, déclinable à l'échelle d'un territoire ou d'un site industriel. « Nous avons à date environ une dizaine de programmes en cours dans des configurations différentes. Ils visent à réduire l'empreinte hydrique d'un territoire (prélèvements et pollutions), à soutenir le développement économique – comme la réduction des coûts liés à l'eau, la facilitation du maintien des activités, la diminution des conflits d'usage, etc. – et à préserver les ressources et les milieux naturels », rappelle Jean-Emmanuel

Gilbert, cofondateur et directeur Développement d'Aquassay. Chaque programme prend en compte les spécificités du territoire (ressources et usages de l'eau, climat et dérèglement climatique, politiques et acteurs locaux, économie...), l'aspect stratégique du sujet – une région en stress hydrique, par exemple –, et les ambitions de l'utilisateur. Cette démarche s'appuie sur l'analyse des usages de l'eau du territoire, l'accompagnement des usagers clés, via des interventions sur site, pour les aider à réduire leurs consommations et leurs pollutions, la création d'une dynamique territoriale sur le sujet de l'eau et, enfin, l'observatoire des usages de l'eau.

Pour Hélène Michaux, de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, le constat scientifique ne laisse plus de place au doute : « Les données scientifiques sont sans appel. Il faut vraiment se préparer en situation estivale à manquer d'eau, ce qui appelle toutes les solutions permettant d'économiser la ressource. » Si cette



© BWT

BWT propose la solution mobile BWT Plug & Reuse destinée à tester, en conditions réelles, le traitement et le recyclage des eaux usées industrielles, afin d'aider les exploitants à définir leur stratégie.

traitements, mais aussi de contrôler la qualité de l'eau dans les réservoirs et les canalisations.

Dans ce contexte, la détection rapide d'indicateurs microbiologiques comme *Escherichia coli* et les coliformes totaux peut apporter une information complémentaire au dispositif de surveillance, en permettant d'identifier plus tôt une évolution de la qualité microbiologique et, ainsi, d'adapter plus rapidement les actions de contrôle si nécessaire. Des solutions rapides existent : les compteurs Mica Advance *E. coli* et Mica Advance Total Coliforms, de Diamidex, permettent d'obtenir des résultats à partir de 6 h pour *E. coli* et à partir de 10 h pour les coliformes totaux.

Face à la recrudescence des canicules et des sécheresses intérieures – l'augmentation des températures des eaux de surface favorise la prolifération bactérienne et complexifie le travail des usines de production –, la gestion de l'eau potable ne peut plus se contenter d'une surveillance passive. Les solutions « intelligentes » de mesure de la qualité de l'eau brute, à l'image des capteurs optiques spectrolyser de Badger Meter (marque s::can), permettent de suivre en continu et en temps réel les paramètres clés de la ressource (matière organique, turbidité, carbone organique dissous) avant même son traitement. Couplées à des plateformes de supervision connectées, les alertes générées à partir de ces données informent instantanément les équipes

en cas d'anomalie ou de variation brutale de la qualité de l'eau. Cette réactivité accrue permet d'adapter les filières de traitement, de sécuriser la production, de garantir en permanence la sécurité sanitaire des usagers et, au-delà, de renforcer la résilience des territoires face aux dérèglements climatiques. La baisse en quantité des ressources s'accompagne parfois d'une dégradation en qualité. Du point de vue de l'analyse en ligne, cela s'accompagne par l'utilisation de matériels adaptés à ces eaux chargées en particules, en matières organiques et en sels (turbidimètres sans contact, sondes de conductivité à induction, COTmètres avec autonettoyage...). Ces paramètres servent à adapter les traitements de l'eau en fonction de l'évolution de la ressource, voire de changements brusques en cas de ressources multiples (rivière, lac, forages

traitement biologique, membranes, désinfection, stockage, pompage, distribution et instrumentation, afin de recycler l'eau au plus près du besoin et d'atteindre une qualité d'eau cohérente avec l'usage final, dans le cadre réglementaire applicable. Pourtant, la France accuse encore un retard important dans ce domaine. Comme le rappelle Jean-Pierre Hangouet, de Suez, « dans un pays où moins de 1% des eaux usées traitées sont aujourd'hui réutilisées, alors que certains voisins européens affichent des taux beaucoup plus élevés, le potentiel est considérable, en particulier dans les zones côtières. La REUT constitue l'un des piliers de la diversification des ressources en eau et un levier majeur de résilience pour les décennies à venir ». « Le temps où l'on utilisait indistinctement de l'eau potable pour tous les usages est révolu. Dans un contexte de canicule et de pression accrue sur la ressource, il faut raisonner usage par usage : analyser l'eau disponible, définir la qualité réellement nécessaire et mettre en place le traitement le plus juste », explique Dimitri Monot, responsable de l'activité Reuse chez BWT. Préserver l'eau potable requiert de la réserver en priorité aux besoins qui exigent ce niveau de qualité, notamment l'alimentation humaine et les usages sanitaires. Pour les activités industrielles, certains usages techniques, de lavage ou de process peuvent être assurés par une eau traitée et adaptée à leurs contraintes



© Hach

Avec la dégradation en qualité, liée à la baisse en quantité des ressources, Hach privilégie des matériels adaptés notamment à des eaux chargées en particules (ici, un turbidimètre sans contact Surface Scatter 7sc) sont de plus en plus mis en œuvre.

spécifiques. À l'issue d'une analyse des besoins, de la qualité de l'eau disponible et des exigences propres à chaque application, menée par BWT, plusieurs leviers peuvent être activés. Le recyclage complet des eaux traitées en sortie de station d'épuration (STEP) est une première solution, mais sa mise en œuvre est coûteuse et complexe. Une alternative est la réutilisation en boucle courte : il s'agit de réduire les consommations à la source, en privilégiant des équipements conçus pour être économes en eau, tels que des osmoseurs à hautes performances – ils permettent d'agir

directement sur les besoins du process, avant que les effluents ne soient dirigés vers la STEP. Cette stratégie peut ainsi constituer une première étape pour les industriels souhaitant réduire leurs prélèvements et générer des économies d'eau mesurables, tout en préservant les performances de production. Avant tout investissement pérenne, BWT propose la solution mobile BWT Plug & Reuse destinée à tester, directement sur site, le traitement et le recyclage des eaux usées industrielles. Cette phase d'expérimentation en conditions réelles aide les



© Swan Instruments d'analyse

L'anticipation repose avant tout sur une connaissance en temps réel de l'état de la ressource et des installations, grâce à la surveillance continue de plusieurs paramètres (ici, un analyseur de turbidité AMI-II Turbisafe de Swan).

la réflexion "REUT versus dessalement" en parallèle pour construire des filières optimisant les consommations et sécurisant durablement l'approvisionnement des consommateurs», affirme Maxime Therrillion, directeur général adjoint de Watera (anciennement Osmosun).

Le Plan eau impulsé en 2023 par Emmanuel Macron a permis des avancées réglementaires, notamment grâce à la publication d'un décret et d'arrêtés précisant les usages autorisés. Diamidex a, par exemple, développé une solution spécifiquement adaptée à la REUT pour permettre la détection rapide d'E. coli, paramètre microbiologique dont le contrôle est imposé par la réglementation pour ces usages. Plusieurs obstacles continuent néanmoins de ralentir le déploiement de la REUT. Parmi eux, figure l'absence, dans certains territoires, de modèle économique clairement établi et d'exutoires suffisamment identifiés. Ces projets nécessitent en effet des investissements importants pour acheminer l'eau réutilisée depuis la STEP jusqu'à son utilisateur final, avec des infrastructures de stockage, de pompage et de distribution adaptées. Ces contraintes n'empêchent pas certains acteurs de se mobiliser. À Crozon (Finistère), le camping de la Presqu'île mène, depuis cette année, une démarche pionnière de recyclage de ses eaux grises, issues des douches, des lavabos et des lave-linges. Le déclencheur est la pression croissante du stress hydrique : la presqu'île de Crozon n'est pas totalement autonome en eau et doit faire appel à un apport provenant de Châteaulin, via le Syndicat mixte de l'Aulne. L'unité de recyclage des eaux grises, conçue et installée par Nereus, traite et produit jusqu'à 20 m³ d'eau par jour, réutilisée sur place pour les chasses d'eau, le nettoyage des surfaces extérieures et l'arrosage des espaces verts. Cela permet d'économiser environ 650 m³ d'eau potable par an, volume qui était jusque-là rejeté. La question du coût doit être mise en perspective. Les surcoûts associés à la REUT sont parfois surestimés, comme le souligne Philippe Sauvignat, de Veolia : « En effet, la REUT n'est pas gratuite parce qu'il faut traiter l'eau, la pomper, la stocker et la redistribuer. Mais on ne parle pas non plus de

multiplier par dix le prix